
La sécularisation dans la diaspora canadienne

Robert Choquette
Sciences religieuses
Université d'Ottawa

La sécularisation est un processus qui a profondément marqué nos sociétés occidentales, la diaspora francophone du Canada comme les autres. Dans les pages qui suivent, je me propose tout d'abord de noter ce que j'entends par sécularisation, ensuite de décrire sommairement ce qu'elle fut et ses particularités dans le Canada de la diaspora francophone. Compte tenu des différences d'une province à l'autre et de l'impossibilité d'en faire état dans une si brève présentation, je traite surtout des Franco-Ontariens, la plus importante des minorités françaises au Canada. Toutes proportions gardées, à plusieurs égards leur situation ressemble à celle des autres.

Nous savons que la sécularisation est un phénomène des temps modernes en Occident. Le mot désigne le processus d'affranchissement de ce monde vis-à-vis de l'Au-delà. Je fais mienne la définition toute simple donnée par Peter Berger (1971 : 174) : la sécularisation est « le processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l'autorité des institutions et des symboles religieux ».

Par définition, le concept de sécularisation présuppose l'existence d'un Autre monde, ou de Dieu, duquel on s'affranchit. Plus la sécularisation progresse, plus les personnes, les objets, les institutions, les pays, etc. sécularisés deviennent autonomes par rapport au transcendant. Au XX^e siècle, le mot sécularisation est utilisé par

les sociologues, entre autres, pour désigner un large processus social de distanciation progressive de notre monde qui s'éloigne de Dieu. Bryan Wilson (1987 : 159) écrit :

Les sociologues ont utilisé ce mot pour désigner une variété de processus par lesquels le contrôle de l'espace social, du temps, des facilités, des ressources et du personnel fut perdu par les autorités religieuses, et par lesquels des procédures empiriques et des buts et intentions mondains déplacent des genres d'action rituels et symboliques dirigés vers des fins surnaturelles ou transcendantes [...] Définie brièvement, la sécularisation est le processus par lequel la conscience, les activités et les institutions religieuses perdent leur signification sociale. Cela indique que la religion devient marginale à l'opération du système social, et que les fonctions essentielles à l'opération de la société deviennent rationalisées, quittant le contrôle des agences dévouées au surnaturel.

À mesure que les diverses composantes de nos sociétés affirment leur autonomie, la présupposition transcendante qui sous-tendait le monde ancien s'effrite. Nous en arrivons au point où les gens ne pensent plus au transcendant. Il leur semble tout à fait naturel de tout expliquer sans y faire appel. Dieu a perdu la première place. La grande majorité des institutions sociales deviennent muettes sur le surnaturel. On laisse ça aux institutions proprement religieuses, des agences spécialisées dans les choses religieuses. Dieu a été marginalisé, avec tout le sacré, tout le transcendant.

À partir de cette définition courante de la sécularisation¹, j'aborderai ce phénomène dans nos sociétés de la diaspora francophone en discutant à tour de rôle de la sécularisation dans la société environnante, de la sécularisation à l'intérieur des groupes francophones et de la sécularisation des consciences.

1. L'auteur écrit ces lignes conscient du fait que la sociologue Danièle Hervieu-Léger remet en question cette vision courante des sociologues, voulant que la baisse de la religiosité soit l'envers de la montée de la sécularisation. Notant la montée de toutes sortes de croyances dans nos sociétés occidentales depuis trente ans, Hervieu-Léger propose d'élargir la définition de la religion, ce qui aurait l'effet de rendre le religieux beaucoup plus présent dans nos sociétés dites sécularisées. Selon Hervieu-Léger, le religieux aurait tout simplement changé de visage et de forme, mais il resterait omniprésent. Voir Hervieu-Léger (1993).

LA SÉCULARISATION DANS LA DIASPORA FRANCOPHONE D'ANTAN

Nous savons que le processus de sécularisation semble accompagner les progrès de l'industrialisation, de l'urbanisation, de la science et de la technologie. L'un ne semble pas aller sans l'autre. Donc, personne ne sera surpris d'apprendre que la société environnante au Canada, hors Québec, s'est sécularisée avant celle du Québec. Comme moteur économique et industriel du Canada au XX^e siècle, l'Ontario a mené la marche, suivi des provinces de l'Ouest, satellites économiques et industriels de l'Ontario.

Jusqu'aux années 1960, la décennie des révolutions tranquilles au Québec et en Ontario, les Franco-Ontariens vivaient depuis un siècle au milieu d'une société à majorité anglo-protestante, hostile et étrangère. Pendant cette période, qui va du milieu du XIX^e au milieu du XX^e siècle, tant la majorité anglo-protestante que la minorité franco-catholique se sont définies selon des critères culturels d'abord, religieux ensuite. Leurs discours affirmaient le contraire : le religieux avait la préséance, mais leurs actions le démentaient².

La société ontarienne se sécularisait graduellement depuis le XIX^e siècle, au rythme des progrès de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la technologie. Rien de nouveau. Le processus est tout à fait conforme à ce qui se passait dans le monde occidental moderne. Les Églises protestantes qui dominaient cette société ontarienne devaient, elles aussi, composer avec la sécularisation. Elles donnèrent des réponses variées selon leur degré d'accommodement aux pressions sécularisantes. En règle générale, les Églises des classes dirigeantes et de la bourgeoisie, de la *middle class*, s'adaptèrent à la nouvelle société sécularisée, les méthodistes, l'Église d'Angleterre, ou la *United Church* par exemple. Ces Églises devinrent ainsi des tribunes de diffusion de l'opinion publique de la majorité ontarienne. Les protestants, qui refusaient cet accommodement, se regroupèrent dans le mouvement fondamentaliste du

2. L'auteur a soutenu cette thèse dans diverses publications, notamment en 1977, 1984 et 1987.

premier quart du XX^e siècle, ou dans le mouvement évangélique et néo-évangélique qui le précéda et le suivit³.

Pendant ce même siècle de sécularisation accélérée, la minorité francophone de l'Ontario était engagée dans une bataille à finir au sujet des droits du français dans la province. L'enjeu était sa propre survivance comme communauté de langue française. L'adversaire était la majorité anglophone, tant protestante que catholique romaine. Les francophones se regroupèrent sous l'égide de l'Église catholique, dirigée par un clergé qui ne demandait pas mieux.

L'Église du Canada français pendant ce siècle qui va de la Confédération canadienne de 1867 jusqu'à la Révolution tranquille est une Église dont le quartier général est à Montréal et à Québec. Cependant, ses enjeux, ses problèmes, ses défis et ses projets sont en bonne partie définis par ce qui se passe dans le reste du Canada, c'est-à-dire à l'extérieur du Québec. Il faut se rappeler que cette Église francophone est profondément et résolument engagée sur tout le territoire du Canada, avec son clergé, ses religieux, ses religieuses, ses séminaires et son projet de société. Je vous rappelle qu'en 1856 quatre des six évêques de l'Ontario sont francophones ; qu'avant 1913 tous les évêques de l'Ouest canadien, sans exception, sont francophones ; qu'il n'y a que de rares exceptions à l'unanimité d'origine ethnique française des missionnaires et des religieux sur tout le territoire canadien, et ce, jusqu'à récemment. C'est d'ailleurs toujours vrai à plusieurs égards. Le quart des prêtres catholiques de l'Ontario d'aujourd'hui ont des noms à consonance française, dans une population générale dont seulement quelque 10 % sont d'origine française et 5 %, de langue maternelle française.

Pendant cent ans, le clergé catholique mena la bonne guerre, les francophones en faveur des francophones, les anglophones en faveur des anglophones, chaque camp rangé contre l'autre. Chacun faisait de son Église un régiment de combat contre les adversaires ethnoculturels, que l'on présentait comme des ennemis religieux. Menacés de toutes parts, les Franco-Ontariens restèrent solidaires de leur Église jusqu'en 1960, mais c'était une solidarité surtout ethno-

3. Voir à ce sujet Marshall (1992).

culturelle et non principalement religieuse, comme on le prétendait. Les Franco-Ontariens résistaient ainsi aux forces sécularisantes qui traversaient la société ontarienne ; ils se sont blottis dans un fortin, poussés par une majorité anglophone intolérante à toute différence.

La menace à la survivance ethnoculturelle préservait l'Église catholique franco-ontarienne des ravages de la sécularisation. Pour sa part, la majorité protestante résistait moins bien à la sécularisation, parce qu'elle était majoritaire, donc moins menacée.

Or, le Québec était nationaliste dans la mesure où le reste du Canada ne voulait pas du français et l'Église catholique francophone, de l'Ontario entre autres, était nationaliste dans la même mesure. Il est arrivé, pendant les révolutions tranquilles des années 1960, que l'Ontario a effectué un virage important au chapitre des droits de la langue française. Pendant la trentaine d'années qui se sont écoulées depuis lors, les Ontariens de langue française ont obtenu des écoles élémentaires, secondaires et collégiales, des conseils scolaires, un réseau de télévision éducative, des centres culturels, des services gouvernementaux en français, bref toute une gamme de services et d'institutions de langue française. L'ogre gouvernemental antifrançais a disparu en Ontario. De fait, il s'est transformé en défenseur de la francophonie ontarienne, auquel les groupes francophones font appel quand ils ont besoin d'aide.

Simultanément, pendant la décennie 1960-1970, l'Église catholique internationale a vécu le concile Vatican II, lequel marquait un virage au moins aussi important dans ses positions, tant vis-à-vis du monde contemporain que dans son fonctionnement interne et dans sa théologie surtout. Soucieuse de tourner la page sur plusieurs siècles de suspicion à l'égard du monde moderne, l'Église de Jean XXIII et de Paul VI résolut de rebâtir des ponts la reliant aux cultures et aux sociétés contemporaines, des sociétés sécularisées pour la plupart. Vatican II célébrait la beauté et la grandeur de ces jardins de Dieu, notre monde quotidien, et demandait à son clergé d'abandonner son rôle de suppléance dans les sociétés modernes en faveur des laïcs qui étaient appelés à assumer leur pleine responsabilité dans l'édification du royaume de Dieu. Fidèles à la consigne, les évêques du Canada décrochèrent leur wagon des locomotives

nationalistes, qu'elles soient canadienne-française, québécoise, irlandaise ou anglophone. Le fil conducteur d'un siècle d'histoire religieuse était coupé. Le nationalisme ne serait plus le moteur principal de l'Église canadienne-française.

En Ontario, la nouvelle ouverture gouvernementale à l'égard des francophones, d'une part, et la nouvelle politique de l'Église catholique, d'autre part, firent que simultanément l'ogre gouvernemental qui persécutait les francophones et les animateurs principaux de la résistance francophone (le clergé) disparurent. Du jour au lendemain en Ontario français, l'Église catholique qui avait servi d'état-major de suppléance, de protection, d'éducation, de direction et de conscience nationale prenait sa retraite, et ce, quasiment sans préavis. Cette mort subite jointe à la conversion miraculeuse du persécutateur d'antan laissa bon nombre de Franco-Ontariens perplexes et vulnérables aux vents du large de la société ontarienne. Les remparts ecclésiastiques s'étant écroulés pendant la décennie 1960-1970 et le Québec ne s'intéressant désormais qu'à lui-même, la bourrasque de la sécularisation frappa les Franco-Ontariens de plein fouet.

LA SÉCULARISATION DANS LA DIASPORA FRANCOPHONE D'AUJOURD'HUI

Le ghetto n'est plus. Nos communautés francophones de la diaspora canadienne baignent dans une société de consommation nord-américaine, qui fait peu de cas des particularités ethnoculturelles. On a cessé de lutter contre le français à l'extérieur du Québec parce que le français ne menace plus personne. Dans plusieurs coins du Canada anglais, les anglophones vont même jusqu'à revendiquer et lutter pour obtenir des écoles françaises et des classes d'immersion française. Serait-ce que la sécularisation menace de tant homogénéiser les communautés anglophones, qu'elles aussi cherchent désespérément un certain particularisme ? Vive la différence ! *Small is beautiful.*

En raison de ces circonstances historiques, la sécularisation s'est imposée très rapidement et subitement en Ontario français,

comme dans le reste de la diaspora francophone. À cette sécularisation de l'environnement social, s'est ajoutée celle de l'Église catholique. Le clergé catholique a disparu des écoles à tous les niveaux. Les institutions scolaires, auparavant possédées et dirigées par le clergé, ont fermé ou ont été vendues au gouvernement pour devenir des institutions publiques. Même chose pour les hôpitaux, les centres récréatifs, etc.

Les consciences sont aussi sécularisées. Les sondages nationaux mesurent le bas niveau de pratique dominicale chez les chrétiens du Canada. Présentement, selon le sondage Angus-Reid du printemps de 1994, la moyenne générale de participation hebdomadaire au culte pour tous les groupes, catholiques et protestants, se situerait autour de 33 %, c'est-à-dire qu'un chrétien canadien sur trois va régulièrement à l'Église une fois tous les sept jours. Rien n'indique qu'il en est autrement chez les minorités françaises du Canada. S'il est vrai que, parmi les catholiques du Québec, la moyenne se situe plutôt entre 8 % et 15 %, on pourrait peut-être conclure que la crise est moins aiguë chez les communautés françaises de la diaspora. On serait alors en droit de formuler l'hypothèse qu'elles se sont adaptées plus aisément au nouveau monde sécularisé qui émergea après 1960, en raison du fait que ce monde leur était plus familier.

Quoi qu'il en soit, le fait que les Québécois soient plus ou moins friands de la messe dominicale ne change pas le fait que les Canadiens français de l'extérieur du Québec semblent mener leur vie de plus en plus comme si Dieu n'existait pas. Je ne dispose pas de sondage scientifique, mais ma vie et mon observation dans ce milieu me font dire que, là comme ailleurs et en règle générale, les catholiques, tant francophones qu'anglophones, décident eux-mêmes de leur comportement politique, moral et religieux. Ils refusent d'obtempérer aux directives de l'Église catholique qu'ils jugent inacceptables, que ce soit les instructions ayant trait aux contraceptifs, au divorce et au remariage, aux relations sexuelles hors mariage, etc. Ces catholiques adoptent un comportement condamné par le magistère de l'Église et ils le font sans tambour ni trompette, sans drame de conscience. Ils jugent un comportement selon des normes rationnelles (au sujet de l'usage de contraceptifs par

exemple) et refoulent le sacré dans une sphère devenue inaccessible pour la plupart. Ils se sont affranchis de l'autorité de l'Église de Rome. Leur conscience est sécularisée, elle est devenue autonome.

Nous sommes donc en présence de communautés franco-phones qui vivent dans un milieu qui est sécularisé depuis fort longtemps, mais qui avait peu de prise sur les francophones dispersés à la grandeur du territoire, car ces derniers s'abritaient dans une Église-forteresse. L'Église ayant quitté la scène publique, la sécularisation des institutions et des consciences francophones s'ensuivit sur-le-champ.

Un exemple de cette sécularisation accélérée est l'Université d'Ottawa. Fondée en 1848 comme collège classique par le premier évêque d'Ottawa Mgr Joseph-Eugène-Bruno Guigues, l'institution fut, jusqu'en 1965, la propriété des Missionnaires oblats de Marie-Immaculée, qui en assumaient la direction et fournissaient le personnel. L'institution de haut savoir fut toujours la seule véritable université des Franco-Ontariens, même si d'autres institutions d'études postsecondaires, françaises ou bilingues, virent le jour en Ontario au XX^e siècle.

Or, les changements en profondeur dans notre société canadienne après 1960, qui alimentaient le vent de la sécularisation, firent en sorte que, du jour au lendemain, l'Université d'Ottawa abandonna son statut confessionnel catholique romain (1965), échangea sa direction cléricale oblate pour une direction laïque (1965)⁴ et se transforma en une université laïque et neutre. En fait, la nouvelle charte universitaire de 1965 affirme que l'Université sera gouvernée « selon les principes chrétiens », mais tous savent que cette déclaration est vide de sens, à moins que l'expression ne s'applique à toute université canadienne d'aujourd'hui. Le gros collège classique qu'était l'Université d'Ottawa jusqu'en 1965 est devenu une université laïque, neutre et séculière. Les oblats, comme tout autre clergé, ont quitté le paysage ; la convention collective des professeurs interdit toute discrimination religieuse, sexuelle, etc. ; les

4. De fait, le recteur de l'Université fut oblat jusqu'en 1984, le dernier fut le père Roger Guindon.

étudiants ne sont sujets à aucune pression religieuse particulière ; l'institution ne favorise d'aucune manière ni les oblats, ni l'Église catholique, ni la foi chrétienne, ni aucune valeur religieuse. L'institution de haut savoir des Franco-Ontariens s'est sécularisée du jour au lendemain, sans drame de conscience, sans crise ecclésiastique, sans déchirement social, sans contestation.

Un deuxième exemple de cette sécularisation subite des institutions franco-ontariennes est celui de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO). Fondée en 1910 sous le nom légèrement différent d'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFÉO), cette société fut, depuis lors, le principal organisme de concertation, de coordination, de revendication et de lutte de la communauté franco-ontarienne. Travaillant toujours en étroite collaboration avec l'épiscopat et le clergé du Canada français, son président était souvent choisi par les évêques et son secrétaire général fut presque toujours un prêtre oblat d'Ottawa.

Or, à la fin des années 1960, son secrétaire général oblat, bénévole depuis toujours, fut remplacé par un militant laïque grassement payé à même les généreuses subventions désormais versées par les gouvernements fédéral (Secrétariat d'État) et provincial (ministères des Services communautaires). En cette année d'entrée en vigueur de la nouvelle loi fédérale sur les langues officielles (1969), laquelle autorisait la manne gouvernementale, l'ACFO remit en question sa propre raison d'être. Elle abandonna sa vocation axée exclusivement sur les écoles, d'où le nouveau nom, et se donna un mandat tous azimuts en faveur du développement intégral de la communauté francophone de l'Ontario.

La nouvelle ACFO de 1969 se voulait résolument laïque et prenait ses distances, comme tant d'autres institutions, du clergé et de l'institution ecclésiastique. Elle ne soupçonnait pas que 25 ans plus tard elle s'interrogerait toujours sur sa vocation, son mandat, son leadership, son recrutement, sa raison d'être. L'ACFO avait embrassé le nouveau monde sécularisé avec enthousiasme. Elle serait en droit de se demander si, ce faisant, elle a perdu son âme. Pourquoi tant de Franco-Ontariens d'aujourd'hui ignorent-ils l'existence même de l'ACFO ? En cette fin de siècle, la disparition

graduelle des subventions gouvernementales entraîne la disparition des postes permanents et le tarissement des programmes d'animation communautaire. Avant 1969, on pouvait compter sur le travail bénévole d'un religieux à la direction et de nombreux curés et religieuses, tous des bénévoles, comme troupes d'appui. Où sont les bénévoles aujourd'hui ? Est-il possible de séculariser une âme sans la détruire ?

LES CONSÉQUENCES DE LA SÉCULARISATION SUR LA LANGUE ET LA FOI

Les conséquences de cette révolution sociale sont dramatiques tant sur la langue française que sur la foi catholique des Canadiens français de la diaspora. Depuis les années 1960, les Franco-Ontariens sont sortis de leur ghetto, ils ont découvert que le gouvernement provincial de l'Ontario n'était plus le grand méchant loup et qu'avec l'aide du gouvernement du Canada il prenait souvent le relais de l'Église catholique dans l'animation culturelle et sociale de leurs communautés. D'ailleurs, ces Canadiens français constataient que l'Église ne pouvait, et ne voulait même plus, assumer de telles fonctions. Les Canadiens français devaient voler de leurs propres ailes, aidés par le mouvement indépendantiste du Québec qui leur rappelait régulièrement qu'il ne fallait plus désormais compter sur l'aide traditionnelle du Québec. Le Québec s'occuperait désormais de ses propres affaires. Le gouvernement du Québec alla même jusqu'à intervenir devant la Cour suprême du Canada pour défendre le gouvernement de l'Alberta dans son refus de rendre justice aux francophones de l'Alberta. Les choses avaient décidément changé. La sécularisation signifiait l'autonomie forcée des communautés minoritaires canadiennes et la dissolution de la grande famille qu'était auparavant la francophonie canadienne. C'est une première conséquence de la sécularisation.

Une deuxième conséquence de la sécularisation fut l'accélération de l'assimilation des francophones dans la société anglophone dominante. En effet, il faut savoir que, à l'extérieur du Québec, sécularisation signifie souvent anglicisation. En Ontario, le taux moyen d'anglicisation des Franco-Ontariens est de l'ordre de 40 % ;

dans les provinces de l'Ouest, le taux est tellement plus élevé que bon nombre ont abandonné toute espérance d'une survie des francophones à long terme.

En effet, jusqu'en 1960, les minorités françaises du Canada ont réussi à rester fortes en Acadie et en Ontario parce qu'elles étaient isolées de la société environnante anglicisante et sécularisante. Nous savons que cet isolement, renforcé par la direction forte et claire de l'Église catholique, s'étiola à partir des années 1950, pour enfin disparaître plus récemment. Tant la direction d'Église que les responsables laïques francophones demandèrent, voire exigèrent, l'abandon de la politique d'isolement et l'intégration des communautés francophones à la grande société environnante. L'évolution sociale imposa cette réalité. Il s'ensuivit un taux accéléré d'anglicisation.

L'ironie est que les francophones de l'Ontario, de l'Acadie et de l'Ouest n'ont jamais été aussi bien pourvus en institutions scolaires, en ressources de toutes sortes, pour promouvoir la langue française.

Une troisième conséquence de la sécularisation dans la diaspora francophone du Canada est l'éloignement de la majorité (des deux tiers ?) de ces francophones non seulement de l'Église, mais de toute institution religieuse. Cet éloignement entraîne à son tour plusieurs conséquences.

Étant donné que ces gens, comme leurs cousins du Québec, étaient quasiment tous catholiques, c'est dire que la sécularisation entraîne non seulement une méconnaissance de certaines doctrines de l'Église catholique, mais trop souvent une ignorance de toute connaissance religieuse. Lorsque je rencontre une classe d'étudiants de premier cycle ces dernières années, deux traits fondamentaux me surprennent. Le premier est leur ignorance en matière de connaissances religieuses ; ils sont tout simplement analphabètes en ce domaine. C'est même vrai pour la plupart des étudiants qui sortent de douze années de scolarisation dans des écoles catholiques et donc de douze années de cours de catéchèse. Un exemple de questions renversantes qui me sont posées est : « Monsieur, pourquoi ne traitez-vous pas des Juifs dans votre cours d'histoire du christianisme ? » Une diplômée de douze années de catéchèse catholique

était toute confuse quand j'essayais de lui expliquer que la Bible comprenait un Ancien et un Nouveau Testament.

Le deuxième trait qui m'étonne chez ces étudiants qui arrivent à l'université est leur très grande ouverture d'esprit. Ils sont vraiment curieux au sujet de la religion et veulent, honnêtement, en savoir davantage. Les obstacles qui les ont empêchés d'obtenir des connaissances religieuses sont la disparition de la pratique religieuse comme lieu d'apprentissage et le fait que les systèmes scolaires n'offrent aucun cours d'études religieuses ou donnent des cours de catéchèse qui ne leur apprennent quasiment rien.

Ainsi, c'est non seulement la langue française qui s'affaiblit dans la sécularisation, mais aussi tant la foi chrétienne que le sentiment d'appartenance religieuse de tous les citoyens.

* * *

La bourrasque sécularisante a emporté les remparts du ghetto. Dans le Canada hors Québec, la langue française et la foi catholique qui s'y étaient abritées sont sérieusement menacées. En effet, les sociétés sécularisées ne tolèrent pas une langue minoritaire ou une religion culturelle. Dans la mesure où le français reste minoritaire et le catholicisme, culturel, ni l'un ni l'autre ne pourront survivre ailleurs que chez une poignée de spécialistes, c'est-à-dire en marge de la société canadienne. Ou bien on accepte la mort de l'une et de l'autre comme langue et religion d'un peuple, ou bien on redéfinit, on réoriente l'une et l'autre pour en faire une langue et une foi ouvertes, accueillantes, responsables, dynamiques et, oui, sécularisées.

Somme toute, les effets de la sécularisation dans la diaspora francophone du Canada ne sont pas très différents de ses effets au Québec et, si je comprends bien, de ses effets dans d'autres pays. Ce que les communautés de la diaspora francophone ont de particulier est le fait de vivre dans un milieu à majorité anglo-protestante, et ce, depuis environ deux siècles. Ce milieu, d'abord hostile, devint par la suite, avec les progrès de la sécularisation depuis la Seconde Guerre mondiale, d'abord favorable, ensuite progressivement indifférent aux communautés francophones.

Les Canadiens français de la diaspora sont mieux adaptés, plus habitués à vivre dans une société sécularisée, non parce qu'ils sont plus intelligents ou plus vertueux que leurs cousins du Québec, mais tout simplement parce qu'ils ont hérité de cette société. Pour eux, un protestant ou un incroyant sont des espèces courantes qu'ils connaissent depuis toujours. Ils sont habitués à frayer avec des gens de tous les horizons culturels et religieux ; ces Canadiens français ne seraient donc pas scandalisés de voir leur Église s'ouvrir toute grande pour accueillir tous ces gens qui sont présentement marginalisés par elle, que ce soient les femmes, les jeunes, les « frères séparés », les prêtres laïcisés, les divorcés remariés, les couples vivant en union libre, les homosexuels et même les anglophones.

En attendant des changements possibles, les Canadiens francophones de l'extérieur du Québec, menacés dans leur avenir comme ils l'ont toujours été, continuent à vivre en français, conscients du fait que bon nombre des leurs ne répondent plus à l'appel, du moins pas dans la langue de Molière. Ils sont frustrés du fait que, contrairement aux ennemis d'antan, il est devenu extrêmement difficile, souvent impossible, non seulement de contrer les forces anglicisantes, mais même de les nommer et de les localiser avec précision.



Bibliographie

- Berger, Peter (1971), *La religion dans la conscience moderne. Essai d'analyse culturelle*, Paris, Centurion.
- Choquette, Robert (1977), *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa
- Choquette, Robert (1984), *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa
- Choquette, Robert (1987), *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900-1950*, Montréal, Bellarmin.
- Hervieu-Léger, Danièle (1993), *La religion pour mémoire*, Paris, Cerf.
- Marshall, David B. (1992), *Secularizing the Faith. Canadian Protestant Clergy and the Crisis of Beliefs, 1850-1940*, Toronto, University of Toronto Press.
- Wilson, Bryan R. (1987), « Secularization », dans Mircea Eliade, *The Encyclopedia of Religion*, 13, New York, Macmillan Publishing Company, p. 159-160.